

DAVID STYAN

CHRONIQUES DE LA GUERRE ÉRYTHRÉO-ÉTHIOPIENNE

LA GUERRE ENTRE L'ÉTHIOPIE ET L'ÉRYTHRÉE, QUI A DÉBUTÉ EN MAI 1998, RESTE DANGEREUSEMENT BLOQUÉE, AUSSI BIEN DU POINT DE VUE MILITAIRE QUE DIPLOMATIQUE. CET ARTICLE FOURNIT L'ARRIÈRE-PLAN DE LA SITUATION ET S'INTERROGE SUR LE PLAN DE PAIX LANCÉ PAR L'OUA. IL SOULIGNE ÉGALEMENT LA DIMENSION ÉCONOMIQUE DU CONFLIT, EN INSISTANT SUR LA RIVALITÉ ENTRE ÉLITES TIGRÉENNES ET ÉRYTHRÉENNES.

En 1999, la plus grande guerre au monde en termes de soldats mobilisés ou tués a été le conflit entre l'Éthiopie et l'Érythrée. Bien qu'aucun des protagonistes n'ait publié un bilan de ses pertes, les données parcellaires accessibles suggèrent que de 30 000 à 40 000 soldats ont été tués durant différentes confrontations, à la fin février et à la mi-juin 1999. La guerre a par ailleurs entraîné trois mouvements distincts de populations. Environ 500 000 personnes vivant à proximité de la zone frontalière contestée, du côté érythréen ou éthiopien, ont été déplacées par les combats. Un nombre significatif d'Éthiopiens vivant en Érythrée sont retournés en Éthiopie, notamment les travailleurs et leurs familles qui ont quitté le port moribond d'Assab, et les Tigréens les plus pauvres travaillant sur le plateau érythréen. En troisième lieu, et le plus significatif, plus de 50 000 citoyens éthiopiens ayant des liens familiaux avec l'Érythrée ont été systématiquement déportés vers l'Érythrée, et plusieurs dizaines de milliers d'autres ont migré « volontairement » vers des pays de l'OCDE. Cette politique met encore en

question la citoyenneté de centaines de milliers d'Éthiopiens qui ont des liens avec l'Érythrée. Ce qui constitue la conséquence la plus importante de ce conflit. Les expulsions remettent en cause l'identité fondamentalement cosmopolite des Éthiopiens et soulignent la nécessité de réformer la loi sur la nationalité. À l'heure actuelle, près de 500 000 soldats se font toujours face le long des 1000 kilomètres de frontière, dans un climat extrêmement tendu et instable. Une reprise des combats paraît inéluctable.

Un différend apparemment inoffensif portant sur le tracé frontalier déclençait un mois de combats en mai 1998, suivis par une accalmie précaire. Durant ce face à face tendu, les deux protagonistes se réarmaient de façon substantielle tout en développant une propagande au vitriol l'un contre l'autre. La reprise des hostilités en février 1999 et la très vive confrontation en mai-juin 1999 ne furent donc pas une surprise. Cependant, ni les résultats ni les conséquences à moyen terme de ce conflit ne sont évidents, ses objectifs stratégiques restant éminemment imprécis.



La guerre a totalement reconfiguré des alliances régionales déjà changeantes de la Corne de l'Afrique : elle a élargi les divisions politiques en Somalie et incité à une alliance commerciale et politique entre les dirigeants éthiopiens et le nouveau président djiboutien, Ismaïl Omar Guelleh, élu en mai 1999. Au début de l'année 1998, les États-Unis avaient publiquement salué l'engagement des dirigeants érythréens et éthiopiens en faveur de la paix et de la lutte contre la pauvreté, ainsi que leur combat commun contre l'islamisme soudanais. Cependant, en janvier 2000, les gouvernements érythréens et éthiopiens se sont pressés de rétablir des relations diplomatiques avec Khartoum. Le « coup d'État » du président Omar el-Beshir, le 12 décembre 1999, contre l'idéologue du régime, Hassan al-Tourabi, a accéléré le remaniement des alliances dans la région, entraînant une tardive mais profonde redéfinition de la politique américaine pour toute la région¹.

Ces ramifications régionales ont encore augmenté la confusion profonde et persistante, notamment chez les diplomates occidentaux, qui entourent le conflit entre l'Érythrée et l'Éthiopie. Cette confusion, confortée par les réactions exacerbées et la propagande grandiloquente de chaque partie, a obscurci davantage les motivations sous-jacentes, les objectifs et les conséquences probables de la guerre. En particulier, deux conceptions erronées ont été développées : selon la première, cette guerre ne serait que la continuation de trois décennies de conflits entre les différents gouvernements éthiopiens et les forces sécessionnistes érythréennes, qui s'achevèrent en 1991 ; pour la seconde, il s'agirait au tout premier chef d'une guerre concernant des

frontières imprécises. Aucune de ces explications n'est juste : la guerre ne concerne pas plus l'idéologie que le territoire. Elle a pour enjeu premier les notions de dignité et d'orgueil telles qu'elles sont perçues par les dirigeants rivaux érythréens et éthiopiens. Cette guerre de frontière est essentiellement un catalyseur de ressentiments profonds, amplifiant des désaccords antérieurs² et exacerbés par des intérêts économiques sous-jacents complexes concernant chaque pays et son secteur privé. Avant 1998, les contenus de ces intérêts étaient pour l'essentiel dissimulés tant à la population qu'aux observateurs étrangers.

Cependant, analyser ou reconstruire aujourd'hui la dimension proprement économique de cette guerre est pratiquement impossible, et ce pour deux raisons. D'abord, les intérêts économiques ont été complètement reconfigurés par deux années de guerre : la planification à long terme et la politique économique, tant des acteurs étatiques que privés, sont maintenant subordonnées aux besoins de la guerre. Deuxièmement, il y a eu des deux côtés une réelle conspiration du silence sur les relations économiques bilatérales avant 1998. Elle a été remplacée depuis par un maelstrom de propagandes, d'accusations et de contre-accusations s'employant à décrire les « véritables et fondamentales » motivations économiques de chaque partie. Bien que la vérité et la transparence soient inévitablement les premières victimes de toute guerre, ceux qui cherchent à appréhender les causes du conflit actuel doivent se rappeler que ces deux notions n'avaient, déjà, guère droit de cité avant 1998. Comprendre la genèse et l'évolution de cette guerre est en effet impossible sans une évaluation, d'une part, d'une culture du secret et du double jeu très enra-

cinée et aiguisée par des décennies de clandestinité et de guérilla, et, d'autre part, de la nature très informelle et hautement personnalisée des relations entre dirigeants tigréens et érythréens.

**DES ALLIÉS AU PASSÉ COMPLIQUÉ.
COEXISTENCE ET COOPÉRATION,
1991-1998**

Il est erroné de ne voir dans les combats actuels que la simple reprise de la guerre de trente ans entre Érythréens et Éthiopiens qui culmina en 1991 avec le renversement du régime militaire et marxiste éthiopien et l'indépendance *de facto* de l'Érythrée. En dépit de leur ennemi commun et de références idéologiques semblables, les relations entre les deux fronts furent rarement bonnes. Les désaccords sur les tactiques militaires et l'idéologie – exprimés dans le langage des théories marxistes léninistes de la sécession et du nationalisme ethnique – amenèrent à une rupture totale des contacts en 1985. Cela eut des conséquences importantes pour le FPLT (Front populaire de libération du Tigray), qui fut privé d'approvisionnement au pire moment de la famine de 1984/1985³. Néanmoins, les deux mouvements réglèrent leurs différends en 1988. Entre 1989 et 1991, ils organisèrent des actions communes contre l'armée éthiopienne. En 1990-1991, le FPLT créa un mouvement de guérilla pan-éthiopien, le Front démocratique révolutionnaire des peuples éthiopiens (FDRPE), et pénétra profondément en Éthiopie. En étroite coordination, le FPLE (Front populaire de libération de l'Érythrée) détruisait les vestiges de l'armée éthiopienne autour d'Assab et d'Asmara. En mai 1991, ils venaient à bout ensemble de la plus grande armée africaine.

L'indépendance de l'Érythrée fut formalisée par un référendum en mai 1993⁴. Le vote fut accepté chaleureusement à Addis-Abeba par le gouvernement dominé par le FPLT, qui encouragea ceux qui avaient une parentèle érythréenne en Éthiopie à participer au référendum. Moins d'un tiers des gens concernés, soit environ 300 000 personnes, le fit, obtenant par là même la citoyenneté érythréenne et donc, *de facto*, une double nationalité ; ce sont elles qui ont été visées par les expulsions entreprises par le gouvernement éthiopien après 1998, qui eurent sans aucun doute un effet très négatif sur les relations entre les deux pays, au-delà de la réprobation qu'elles ont aussitôt entraînée. En 1993, des accords bilatéraux touchant à de nombreux aspects étaient signés et permettaient le libre mouvement des hommes et des marchandises entre les deux pays. L'Érythrée continuait à utiliser la monnaie éthiopienne, le birr, et le principal port éthiopien demeurait Assab, sous contrôle érythréen. Des commissions mixtes et ministérielles étaient constituées pour démêler les questions relatives aux actifs et aux passifs des deux États. Au début, les deux gouvernements adoptaient les mêmes positions sur les questions régionales, spécialement sur les pays déchirés par la guerre, tels le Soudan et la Somalie, et donnaient un nouveau souffle à l'organisation régionale, l'IGAD (Autorité intergouvernementale pour le développement). Les États-Unis, qui, vers 1995, tâtonnaient à la recherche d'une politique cohérente à l'égard de la Corne de l'Afrique et des Grands Lacs, firent de l'axe érythro-éthiopien un pilier de leur politique régionale.

Cependant, ces similitudes obscurcissaient autant les divisions du passé que les approches diverses portant sur la politique intérieure



ou sur l'économie. Le FDRPE expérimentait une forme radicale de fédéralisme linguistique tout en réformant le marché, avec un important appui financier et moral des bailleurs de fonds. Le FPLE, quant à lui, consolidait son contrôle très strict d'un appareil d'État centralisé, minorant les différences linguistiques intérieures et mettant l'accent sur l'indépendance économique. Rétrospectivement, les rapports apparemment harmonieux entre dirigeants dissimulaient une profonde et longue méfiance entre élites rivales. Les soupçons étaient également moins visibles du fait de l'obsession des deux mouvements sur tout ce qui touchait aux relations bilatérales. Ce secret et ces soupçons, à la fois entre et à l'intérieur des deux directions érythréenne et éthiopienne, expliquent la surprise et la férocité de la rupture de mai 1998.

UNE RIVALITÉ ÉCONOMIQUE COMPLEXE ET DISSIMULÉE

Les facteurs économiques ne furent pas décisifs dans le déclenchement de la crise de mai 1998. Cependant, la rivalité et la méfiance entre élites tigréenne et érythréenne se développèrent, dès 1997, en partie à cause d'intérêts économiques divergents. En 1997, l'Érythrée introduisait le nakfa. Bien que le FPLE se fût engagé à introduire une nouvelle monnaie après sa prise de pouvoir en 1991, l'usage du birr avait permis de considérables profits. La stricte orthodoxie monétaire éthiopienne permettait à l'économie érythréenne naissante d'avoir une monnaie stable et d'entretenir avec son principal marché et fournisseur, l'Éthiopie, un commerce sans risque.

En améliorant très légèrement le taux de change birr/dollar pratiqué en Éthiopie, les dirigeants érythréens coupaient court de façon

astucieuse au marché noir et contrôlaient entièrement leur principale source de devises, à savoir les revenus envoyés par les Érythréens à l'étranger. Cependant, conscients de leur absence de contrôle sur la politique monétaire éthiopienne et désireux de réaliser la pleine souveraineté pour leur pays, ils annonçaient au début de l'année 1997 qu'ils allaient introduire une nouvelle devise. Cette décision eut trois effets, dont l'impact fut important sur la suite des événements.

- Des monnaies ainsi que des régimes fiscaux et commerciaux différents impliquaient une délimitation sans ambiguïté de la frontière entre les deux pays.

- Bien que le détail des négociations et des désaccords fut initialement dissimulé à la population en Érythrée et en Éthiopie, la question de la nouvelle monnaie déclencha en novembre 1997 une première dispute publique entre Asmara et Addis-Abeba. Le désaccord touchait à la nature des relations commerciales après la mise en circulation du nakfa.

- Ces tensions sous-jacentes en 1997 augmentaient dès lors que l'introduction du nakfa et le désaccord commercial qu'elle créait gênaient le mouvement des biens, des travailleurs et des flux financiers entre Érythrée et Tigray, suscitant des ressentiments, des souffrances et des frictions des deux côtés de la frontière.

La seconde question, celle du désaccord sur l'encadrement du commerce après l'instauration du nakfa, était particulièrement sensible. Les Érythréens étaient pour un accord préférentiel permettant un change entre nakfa et birr à un taux de 1 pour 1. Après discussions, les autorités éthiopiennes rejetèrent cette proposition, insistant sur le fait que le

commerce devait être conduit entre deux pays dont les taux de change étaient indépendants, c'est-à-dire en utilisant des devises fortes et des lettres de crédit. Dans le même temps, l'Éthiopie mit en circulation de nouveaux billets, s'assurant ainsi que les billets détenus en Érythrée lors de l'achat de nakfas ne puissent pas être réinjectés en Éthiopie. Dès décembre, ces facteurs avaient déclenché un désaccord commercial avec un arrière-fond très politique⁵. Rétrospectivement, il apparaît aujourd'hui que les réformes passées et la libéralisation du commerce extérieur éthiopien, notamment l'abolition du change « franco-valuta » (qui permettait aux exportateurs de conserver des devises fortes) et l'introduction de l'obtention de devises fortes par mises aux enchères, avaient créé des tensions – dissimulées alors – concernant l'accès à l'import-export et la conservation de gains entre d'importantes compagnies érythréennes et tigréennes dans lesquelles les dirigeants des deux pays avaient des intérêts.

Cet aspect met l'accent sur le fait que les trois effets de l'introduction de la nouvelle devise à la fin 1997 correspondait à la résultante conjoncturelle de réalités économiques plus profondes. En dépit du soutien à la libéralisation économique en Éthiopie et aux véritables transformations de l'économie depuis 1991, des segments croissants de cette dernière étaient contrôlés par des agents économiques privés proches du pouvoir. En Érythrée, cette situation existait depuis longtemps, de grands conglomerats commerciaux aux liens symbiotiques avec le FPLE jouant un rôle crucial dans l'économie de guerre avant 1991 et dans la reconstruction après. De nouvelles formes d'ambitions politiques et de rivalités économiques s'inscrivaient en retour dans des

réalités économiques plus profondes et anciennes. Bien que, dans l'absolu, les paysanneries du nord de l'Éthiopie et du plateau érythréen partagent l'une des existences les plus précaires, pauvres et brèves au monde, l'Érythrée est globalement plus riche. Les Tigréens ont depuis longtemps migré vers l'Érythrée pour trouver un travail, alors que le Tigray fournit un *hinterland* traditionnel et un marché pour l'économie urbaine relativement plus sophistiquée d'Asmara. Une administration tigréenne qui rechercherait le développement autarcique de la région septentrionale devrait donc nécessairement appliquer un certain degré de protectionnisme vis-à-vis des commerçants érythréens.

Il convient cependant de souligner que, si ces facteurs étaient effectivement observables en 1997-1998, la rivalité économique entre les deux pays n'était ni inévitable ni inexorable. Malgré leurs visions distantes et imparfaites des réalités économiques et du marché, les deux groupes dirigeants étaient convaincus que le moindre conflit commercial ou politique – sans même envisager une conflagration générale – serait autrement plus coûteux que les pertes dues à une reconfiguration des relations commerciales, un autre partage des bénéfices et du pouvoir au terme d'un accord négocié sur la question de la nouvelle devise érythréenne. L'antagonisme économique n'est donc crucial que dans la mesure où il exacerbe des rivalités politiques et des ressentiments plus profonds.

LES TROIS PÉRIODES DU CONFLIT

C'est dans ce contexte que les affrontements militaires se produisirent. Le 6 mai 1998, une milice tigréenne infligea de lourdes pertes aux troupes érythréennes stationnées à Badmé.



Ces dernières occupèrent le village situé sur la frontière de fait non délimitée, placée sous administration du FPLT depuis mai 1991. Le 12 mai, elles occupèrent la zone environnante. Paradoxalement, entre ces deux dates, les deux parties assistèrent à une réunion de la commission conjointe sur les frontières à Addis-Abeba. Celle-ci n'obtint aucun résultat, la délégation érythréenne la quittant précipitamment. Aucune des deux parties n'a jamais fourni une version convaincante des événements survenus lors de cette réunion importante, qui aurait pu apporter des éléments d'explication de l'éclatement de la crise. Les combats du 12 mai furent suivis de longues et acides discussions téléphoniques entre le président érythréen, Issaias Afeworqi, et Meles Zenawi, dirigeant du FPLT et Premier ministre éthiopien. Ce dernier, sous la pression des siens, qui refusaient de faire preuve de modération face aux anciens alliés érythréens, annonça publiquement le 13 mai que l'Érythrée avait envahi son pays.

La guerre peut se décomposer en trois périodes différentes jusqu'en janvier 2000 :

– en mai-juin 1998, les forces érythréennes occupaient d'autres zones du Tigray, notamment autour de Zala Ambessa, humiliant la direction de l'Éthiopie, majoritairement tigréenne. Les six mois suivants furent caractérisés par une activité diplomatique intense, le réarmement rapide et la mobilisation de troupes des deux côtés, des déplacements forcés de populations et une guerre des mots entre Asmara et Addis-Abeba ;

– une deuxième série d'affrontements, plus brève, en février 1999, se concluait par l'expulsion des forces érythréennes de Badmé. La défaite poussa l'Érythrée à consentir au plan de règlement proposé par l'OUA en décembre

et accepté par l'Éthiopie ce même mois ; – une troisième période prit place en mai-juin 1999, dans laquelle les troupes éthiopiennes essayaient, pratiquement sans succès, de chasser l'armée érythréenne des positions tenues sur les fronts centraux de Zala Ambessa-Tsorena. À la fin juin, ces combats se prolongeaient sur le front de Mereb-Setit, provoquant de lourdes pertes sans affecter réellement la situation militaire.

Après un autre mois de vains combats en juillet 1999, les deux gouvernements acceptaient avec circonspection le cadre de règlement proposé par l'OUA ainsi que ses modalités (voir encadré 1). Cependant, dès septembre 1999, le gouvernement éthiopien exprimait son désaccord, et, à ce jour, l'impasse diplomatique reste totale. Cela étant, même si un tel plan était signé, il n'est pas sûr que le cadre d'accord proposé par l'OUA fournisse une base viable pour un règlement durable : il laisse en effet une liberté d'action considérable pour retarder la mise en œuvre de ses modalités ou provoquer la partie adverse. Et, surtout, rien n'est proposé pour désamorcer en profondeur le conflit, à savoir rien qui soit susceptible de réduire la défiance, l'incompréhension et la suspicion entre les deux directions. Les discours exacerbés sur l'honneur blessé, la dignité et l'amour propre demeurent au cœur du conflit. Toute tentative de règlement ne prenant pas en compte ces aspects essentiellement subjectifs de la guerre ne débouchera sur aucun résultat tangible.

DES OBJECTIFS IMPRÉCIS,

DES RÉSULTATS INCERTAINS

L'incompréhension internationale face à cette guerre est due à la croyance des observateurs étrangers et des diplomates que le

conflit ne concerne que les frontières et d'autres revendications matérielles, mais aussi à la propagande active, d'une acidité extrême, à laquelle se livre chaque partie (encadré 2). Paradoxalement, les insultes au vitriol, les revendications ou contre-revendications grandiloquentes exprimées sur les ondes ou sur Internet depuis mai 1998 dépassent de loin l'intensité de la propagande déployée par les deux fronts durant leur guerre contre le Derg jusqu'en 1991. La férocité de cette rhétorique guerrière reflète largement la nature subjective du conflit ainsi que la recherche d'une mobilisation de l'opinion internationale et des groupes de la diaspora par les uns et les autres. La guerre a renforcé chez les deux gouvernements la volonté et la capacité de contrôler l'information nationale et l'actualité politique intérieure, étouffant encore davantage le débat interne. Ainsi l'attitude auparavant extrêmement critique de la presse privée à l'égard du gouvernement éthiopien a-t-elle radicalement évolué du fait de la guerre. La distorsion des faits et des analyses a également été accrue par l'usage d'Internet.

Cependant, malgré la rhétorique enflammée annonçant un renversement imminent du FPLE, Meles Zenawi et ses collègues du FPLT savent très bien qu'il n'est ni réalisable ni souhaitable d'arriver à un tel résultat ou de remettre en cause la sécession de l'Érythrée. Alors que les objectifs à court terme de ce pays apparaissent relativement clairs, sa vision à long terme est tout aussi nébuleuse que celle de ses adversaires. Avec grandiloquence, les diplomates érythréens annoncent le renversement du FPLT et son remplacement par d'autres forces éthiopiennes, se référant vaguement aux Oromos et Somalis éthiopiens qui s'opposent au FDRPE. Mais, en

privé, les dirigeants érythréens avaient sans doute espéré qu'une guerre d'usure rendrait apparentes les tensions internes du FPLT et déclencherait des divisions, ce qui aurait permis à terme une administration tigréenne plus flexible et un réarrangement des forces politiques en Éthiopie. Après dix-huit mois de guerre et d'impasse, ces visions stratégiques rivales et peu sophistiquées semblent sans grande viabilité, et seul un compromis diplomatique ou la poursuite du combat permettrait sans doute de sortir de l'impasse.

Plus de dix-huit mois après le début des hostilités, la guerre suggère plusieurs réflexions. La présente situation est particulièrement instable et intenable. Les protagonistes se sont enfermés dans une logique de guerre et une propagande qui laissent à penser que le blocage actuel ne sera levé que par un compromis diplomatique. Le rapprochement politique et militaire de l'Éthiopie avec le nouveau président djiboutien Ismaïl Omar Guelleh et le soutien accordé à l'initiative de ce dernier sur la Somalie en septembre 1999 assurent l'usage des ports de Berbera et Djibouti et la réduction de l'ingérence érythréenne en Somalie. De la même manière, le virage à 180° que constitue le rapprochement d'abord d'Addis-Abeba, puis d'Asmara avec le Soudan est guidé par le désir de marginaliser l'autre partie et de limiter le soutien externe à son opposition interne. Les deux parties sont conscientes du rôle crucial joué par les approvisionnements provenant de Port-Soudan dans la guerre jusqu'en 1991.

Ces stratégies sont définies pour l'essentiel à partir de facteurs politiques et militaires relevant du court terme. Le développement économique et la vision politique à long terme



de la Corne sont donc les otages de la guerre actuelle. Après sept années de lents mais réels progrès, les réformes structurelles de l'Éthiopie sont aujourd'hui gelées⁶. La guerre limite non seulement la politique d'investissement et de mainmise des dépenses de l'État éthiopien, mais également les capacités d'action des deux administrations face aux problèmes des pénuries alimentaires. En janvier 2000, en coordination avec les agences des Nations unies, les deux pays faisaient d'ailleurs appel aux donateurs⁷.

La guerre – une guerre interétatique classique – met également en lumière l'inefficacité et l'inappropriation de nombreuses idées occidentales sur les relations avec des États africains après la guerre froide. De fait, la notion de « *good governance* », la conditionnalité économique, la limitation des ventes d'armes, la promotion de la « société civile » et la montée en puissance de l'industrie de la « résolution des conflits » ont été un véritable obstacle à la compréhension du conflit. L'impuissance brouillonne de la plupart des réactions européennes et nord-américaines est aggravée par la croyance en l'irrationalité et la gratuité de cette guerre : les leaders érythréens et éthiopiens « éclairés » qui leur semblaient motivés par la lutte contre la pauvreté ne pourraient jamais faire quelque chose d'aussi absurde que se tuer les uns les autres ! En cela, les Occidentaux ignorent précisément les interprétations classiques mais résolument modernes du nationalisme et de l'État qui ont irrigué dès leur naissance les organisations érythréenne et tigréenne.

Il n'est pas de mythe national plus puissant pour forger une nation que la guerre. Et, de ce point de vue, celle-ci a clairement bénéficié aux deux directions politiques. La confron-

tation avec l'Érythrée a miné d'un coup la critique essentielle de l'opposition interne du FDRPE, accusant ce dernier d'être trop proche du FPLE. Les élections de mai 2000 en Éthiopie seront complètement éclipsées par la guerre. Pour les deux groupes dirigeants, la guerre renvoie à plus tard le besoin d'entamer de nouvelles réformes politiques intérieures. La crise provoquée par ce conflit et les difficultés économiques qu'il engendre permet la poursuite d'une mobilisation centralisée et encadrée par le parti pour une seule cause, comme les deux organisations avaient su si bien le faire avant 1991. Pour les Érythréens, en particulier, cela implique aussi le maintien de l'allégeance et des contributions financières de leur diaspora, proportionnellement plus importante. La menace extérieure rend tout cela bien plus aisé.

Enfin, il y a une série de facteurs plus historiques que les acteurs autant que les observateurs voudraient plutôt ignorer. Ils concernent surtout les reconfigurations et les réinterprétations simultanées des identités politiques du passé, qui joueront à coup sûr un rôle dans l'avenir de la région. En quoi croient aujourd'hui le FPLE et le FPLT ? La guerre, avec son cortège d'expulsions, de mobilisations des jeunes et de réduction d'opportunités d'emplois a accru l'émigration des deux pays, augmentant les communautés d'origine éthiopienne et érythréenne dans les cités occidentales. L'exil et cette nouvelle guerre fragmentent davantage encore l'identité de ces groupes.

David Styan, janvier 2000

London School of Economics

Traduit de l'anglais par Roland Marchal

LA MÉDIATION INTERNATIONALE ET LE PLAN DE L'OUA

La guerre a été l'objet de nombreuses initiatives coordonnées internationalement. Malgré un plan de l'OUA accepté par tous les acteurs, en octobre 1999 les responsables américains et africains n'avaient toujours pas réussi à vaincre la méfiance entre les parties. L'envoyé spécial américain, Anthony Lake, a multiplié les navettes diplomatiques entre les deux pays avec le soutien du secrétaire d'État pour les Affaires africaines, Susan Rice, et de Gayle Smith, du Conseil national de sécurité. Smith, comme l'envoyé spécial des Nations unies, Mohamed Sahnoun, avait eu des rapports avec les deux directions, érythréenne et éthiopienne, avant 1998. Depuis juillet 1999, c'est un compatriote de Mohamed Sahnoun, l'Algérien Ahmed Ouyahia, représentant le président en exercice de l'OUA, Bouteflika, qui est en charge de la mise en œuvre du plan de l'OUA.

Le texte de l'OUA peut être consulté in M. Plaut et P. Gilkes, *War in the Horn: the Conflict between Eritrea and Ethiopia*, Londres, Royal Institute for International Affairs, septembre 1999, ou sur Internet : www.visafric.com.

UNE GUERRE DES MOTS FÉROCE : INFORMATION, INTELLECTUELS ET INTERNET

Des centaines de milliers de personnes d'origine érythréenne et éthiopienne vivent en Europe occidentale, en Amérique du Nord et au Proche-Orient. Elles ont été à l'origine ou destinataires de campagnes de propagande au vitriol par Internet, tant les deux régimes ont cherché à informer et à mobiliser les émigrés. Des dizaines de sites Internet ont fourni des nouvelles quotidiennes et des commentaires depuis mai 1998, contribuant à former l'entendement extérieur de la guerre.

- L'accès instantané à n'importe quelle information fournie par les deux gouvernements a contribué à brouiller la compréhension des enjeux réels de la guerre, non à les éclaircir.
- La polarisation et l'intransigeance ont été renforcées par des intellectuels autoproclamés qui n'ont cessé de se mettre en cause en utilisant des catégories et des termes qui étaient impensables avant mai 1998.
- La couverture des médias étrangers a été victime de ce piège manichéen. L'idée qu'un journaliste, qu'un membre d'une ONG ou qu'un universitaire puissent faire une analyse critique de l'attitude des deux parties est simplement interdite dans le discours d'une guerre où chaque partie prétend avoir le monopole de la vérité.

Une idée de cette couverture peut être trouvée sur www.visafric.com/news.html,
www.primenet.com/ephrem, et www.geocities.com/dagmawi.

Voir aussi www.africanews.org/east/eritrea (ou [ethiopia](http://www.africanews.org/east/ethiopia) pour la presse privée et gouvernementale). Des informations plus rares sont disponibles en français sur <http://membres.tripod.fr/lesNouvelles/>.

Les informations des Nations unies et des groupes humanitaires sont accessibles sur www.telecom.net.et/undp.eue/ et www.reliefweb.int.w/rwb.nsf



1. « Reassessing the stance towards Sudan », *Washington Post*, 1^{er} fév. 2000, p. A 13.
2. M. Plaut et P. Gilkes, « War in the Horn. The conflict between Eritrea and Ethiopia », Londres, Royal institute of International Affairs, *discussion paper* n° 82, sept. 1999; J.-L. Peninou, « Une guerre absurde », *Le Monde diplomatique*, juil. 1998 (cet article est traduit en anglais, avec d'autres textes, dans *Review of the African Political Economy*, n° 77, vol. 25, sept. 1998); J. Abbink, « Briefing: the Ethio-Eritrean border dispute », *African Affairs*, n° 97, 1998; D. Connell, « Explaining the border crisis », *Middle East Report*, n° 208, automne 1998; S. Fourrière, « Érythrée-Éthiopie: un an de guerre », *Afrique contemporaine*, n° 190, 1999. L'article de *The Economist* du 8 mai 1999, « Africa's forgotten war », donne une description concise et très claire de la première année du conflit.
3. Pour des données sur les relations entre FPLT et FPLE, voir les ouvrages suivants: J. Young, *Peasant*

- Revolution in Tigray: the Tigray's People Liberation Front, 1975-1991*, Londres, Cambridge University Press, 1997;
- J. Markakis, *National and Class Conflict in the Horn of Africa*, Londres, Cambridge University Press, 1987;
- Alemseged Abbay, *Identity Jilted or Re-Imagining Identity*, Trenton, Red Sea Press, 1998, fournit un récent point de vue (tigréen) sur la question centrale de l'identité dans les hauts plateaux habités par les locuteurs du Tigrinya.
4. R. Marchal, « Érythrée: an 01 », *Politique africaine*, n° 50, juin 1993.
5. Voir M. Plaut et P. Gilkes, « War in the Horn... », art. cit., chap. 3 et 8. Voir également l'article de Trivelli dans *Afrika Spectrum*, n° 3, 1998.
6. Voir www.imf.org/external/NP/PFP/eth/index/htm. Une information relativement détaillée sur l'économie éthiopienne et les dépenses de l'État peut être obtenue sur www.imf.org/external/country/ETH/index.htm.
7. www.reliefweb.int/w/rwb.nsf/WCE?OpenForm.